

Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de
l'actualité allemande

Du 04 au 10 juin 2026

Le projet de chasseur de nouvelle génération NGF (Next Generation Fighter), élément central du programme FCAS (Future Combat Air System), a été abandonné après plusieurs années de désaccords entre les groupes aéronautiques Airbus et Dassault Aviation. Lancé en 2017 par la France, l'Allemagne et l'Espagne, le FCAS visait à développer un système de combat aérien du futur comprenant un nouvel avion de chasse, des drones et un réseau numérique de communication appelé « Combat Cloud ». L'échec du NGF est principalement dû à un désaccord sur la gouvernance du projet. Dassault souhaitait assurer la direction du programme en raison de son expertise dans le domaine des avions de combat, tandis qu'Airbus défendait un partenariat équilibré. Malgré les tentatives de médiation des gouvernements français et allemand, aucun accord n'a pu être trouvé. L'Allemagne doit désormais envisager d'autres options pour remplacer ses *Eurofighter* d'ici 2040 : des coopérations avec la Suède ou les partenaires du programme britannique GCAP sont évoqués. L'achat de chasseurs américains F-35 est évoqué comme solution transitoire. Si l'abandon du NGF est perçu comme un revers pour la coopération européenne en matière de défense, le programme FCAS n'est pas pour autant abandonné. Le développement du « Combat Cloud » et d'autres projets technologiques communs devrait se poursuivre.

À l'occasion de l'édition 2026 du salon international de l'aéronautique et de l'espace (ILA), le 10 juin, le gouvernement allemand présentera sa nouvelle stratégie pour le secteur aérien. Le chancelier Friedrich Merz y détaillera les orientations visant à maintenir l'Allemagne parmi les principaux acteurs européens de l'aéronautique au cours des quinze prochaines années, en coopération avec ses partenaires. Selon un document consulté par l'agence de presse DPA, cette stratégie soulignera le rôle essentiel de l'aviation dans les domaines de la mobilité, du commerce international, de l'industrie et de la défense, tout en mettant l'accent sur la compétitivité, la sécurisation des chaînes d'approvisionnement, le développement des aéroports et la réduction des émissions de CO₂. Pour soutenir les compagnies aériennes, le Bundestag a annulé la dernière hausse de la taxe sur le transport aérien. Les industriels attendent par ailleurs des mesures concrètes, comme la réduction des coûts pour les compagnies aériennes et les aéroports, ainsi que la simplification administrative, face à l'augmentation des charges depuis la pandémie.

Lors d'un congrès de la CDU en Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, le chancelier Friedrich Merz s'est montré optimiste quant aux réformes de la coalition noire-rouge. Selon lui, l'Allemagne dispose de la force et de la cohésion nécessaires pour surmonter les problèmes actuels et entamer une nouvelle phase de développement. Il a présenté des projets de numérisation, de réduction de la bureaucratie et de modernisation des infrastructures afin de faire de l'Allemagne un leader mondial en matière de climat, d'énergie fiable, de données rapides et d'une armée conventionnelle performante en Europe. Selon lui, ces objectifs sont réalisables si le pays agit ensemble avec confiance. Il a également souligné l'importance de l'ouverture internationale pour réussir la transformation économique et scientifique, notamment dans l'est du pays.

Kai Wegner, maire de Berlin, a été désigné candidat principal de la CDU pour les élections régionales de septembre. Lors d'un congrès à Berlin, il a obtenu 92,6 % des voix. Il dirige une coalition CDU-SPD à la tête de la capitale allemande depuis 2023. Les sondages actuels indiquent toutefois un résultat moins favorable pour la CDU que lors des dernières élections. Outre les élections à Berlin, des élections législatives auront également lieu en Saxe-Anhalt et en Mecklembourg-Poméranie-Occidentale en septembre 2026.

Dans le cadre de la réforme des retraites, la Confédération allemande des syndicats (DGB) propose d'instaurer une retraite d'entreprise obligatoire, financée en partie par les employeurs. La présidente de la DGB, Yasmin Fahimi, souligne que cette couverture complémentaire doit concerner l'ensemble des salariés et ne pas reposer uniquement sur leurs contributions. Actuellement, environ 20 millions de travailleurs en Allemagne ne disposent pas de retraite d'entreprise, notamment dans les entreprises sans conventions collectives. Les syndicats souhaitent mettre en place ce système de manière collective, via des accords de branche, et faciliter l'intégration des salariés non syndiqués. Yasmin Fahimi présentera des propositions concrètes à la fin du mois, en insistant sur la participation obligatoire des employeurs, afin d'éviter que la charge ne soit supportée uniquement par les employés. Malgré un contexte économique difficile, elle estime que cette réforme est réalisable, rappelant que dans plusieurs pays européens, les cotisations obligatoires dépassent 20 %, avec une part patronale souvent plus élevée.

Le SPD demande la suppression progressive des contrôles aux frontières intérieures de l'UE à l'occasion de l'entrée en vigueur, vendredi, de la réforme européenne de l'asile. Selon Sebastian Fiedler (SPD), les contrôles aux frontières devraient être levés progressivement, conformément à l'accord de coalition. Cette position est contestée par la CDU : Herbert Reul estime que les contrôles avec la Belgique et les Pays-Bas contribuent à mieux maîtriser les flux migratoires, tandis qu'Alexander Throm juge leur suppression prématurée avant la pleine mise en œuvre des nouvelles règles européennes en matière d'asile. La Commission européenne considère toutefois que cette réforme pourrait, à terme, permettre la levée des contrôles intérieurs.

PARLEMENT, PARTIS & PERSONNES



Hans Maier, ancien ministre bavarois de l'Éducation, politologue reconnu et figure majeure du catholicisme allemand, est décédé à Munich à l'âge de 94 ans, quelques jours avant son 95e anniversaire. Président du Comité central des catholiques allemands de 1976 à 1988, il était apprécié pour son attachement aux principes, son esprit libéral et son courage face aux autorités politiques et religieuses. Né en 1931 à Fribourg-en-Brisgau, il a grandi dans une famille opposée au nazisme et est resté marqué par les valeurs démocratiques de l'après-guerre. Professeur de sciences politiques à l'université de Munich, il a exercé pendant dix-sept ans comme ministre bavarois de l'Éducation. Chrétien convaincu mais critique du dogmatisme, il a contesté certaines positions de l'Église catholique, y compris celles du pape Benoît XVI, ainsi que celles de Franz Josef Strauß. Passionné de culture et de musique, il défendait la liberté intellectuelle et la formation humaine. Sa devise était : « Ne jamais avoir peur, nulle part. »

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

85 837



En Allemagne, les crimes à motivation politique ont atteint en 2025 un nouveau record de **85 837 cas**, soit plus du double d'il y a dix ans. Selon le ministre de l'Intérieur Alexander Dobrindt et le président du BKA Holger Münch, la majorité des violences sont commises par l'extrême droite : 42 544 affaires, surtout de propagande, et 1 598 actes de violence (+7 % en un an). Les crimes d'extrême gauche ont également progressé (+35 %) avec 13 490 cas, dont 1 087 violences, incluant agressions de policiers et incendies criminels. Les infractions motivées par la haine envers les femmes ont augmenté, passant de 558 à 819, reflétant l'influence de représentations masculines violentes sur les réseaux sociaux. Le BKA attribue ces hausses à la polarisation et à la radicalisation extrémiste, y compris étrangère. Dobrindt souligne la nécessité de protéger les élus locaux et annonce un projet de loi pour renforcer les sanctions et la sécurité face à l'extrémisme politique.